

---

## Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 8 AOÛT 1901.

---

Proposition de loi concernant les certificats d'études moyennes du degré supérieur, dans la partie flamande du pays.

---

### DEVELOPPEMENTS.

---

MESSIEURS,

L'article 2 de la loi du 13 juin 1883, qui fut adoptée par la Chambre des Représentants à l'unanimité des voix moins deux, est conçu comme suit :

- » Dans la section moyenne proprement dite des écoles de cette région (partie flamande du pays), le cours de flamand est donné en flamand.
- » Les leçons d'anglais et d'allemand sont données en flamand exclusivement, jusqu'à ce que les élèves soient en état de poursuivre ces études dans la langue même qu'on leur enseigne.
- » Un ou plusieurs cours du programme sont également donnés en flamand.
- » Le nombre des cours ainsi donnés sera de deux au moins, à partir de la rentrée des classes de l'année 1886. »

Voici le texte de l'article 3 de la même loi :

- » Les prescriptions de l'article précédent sont applicables aux athénées situés dans la même région (partie flamande du pays). »

L'article 5 de la loi du 10 avril 1890 sur les grades académiques prescrit :

- » Nul n'est admis à l'examen de candidat en philosophie et lettres, de candidat en sciences naturelles ou de candidat notaire, s'il ne justifie par certificat qu'il a suivi avec fruit un cours d'humanités de six années, au moins, y compris la rhétorique ; à l'examen de candidat en sciences physiques et mathématiques, s'il ne justifie par certificat qu'il a suivi avec fruit un cours d'études professionnelles de cinq années, au moins, y compris la première scientifique, ou un cours d'humanités de six années,

- » au moins, y compris la rhétorique, plus le cours de mathématiques de la
- » première scientifique.
- » Ce certificat devra constater, en outre, que l'élève est jugé apte à suivre
- » avec fruit les cours d'enseignement supérieur. »

L'article 9 de la loi prédite du 10 avril 1890 porte :

- « A défaut de certificat admis par le jury, la récipiendaire doit justifier
- » qu'il a subi l'épreuve préparatoire déterminée par l'article 10. »

Les articles 10 et 12 de cette même loi déterminent les matières de cette épreuve préparatoire à subir par les étudiants qui aspirent au grade de candidat en philosophie et lettres, de candidat en sciences naturelles, de candidat ingénieur.

La loi électorale du 12 avril 1894 dispose dans son article 17 :

- « § 1 Les seuls diplômes, titres et certificats donnant droit à deux votes
- » supplémentaires sont les suivants :
- » A. . . . .
- » B. . . . .
- » C. . . . .
- » D. . . . .
- » E. . . . . les certificats d'épreuve préparatoire
- » délivrés en exécution des lois du 1<sup>er</sup> mai 1857 et du 10 avril 1890.
- » F. Les certificats de fréquentation d'un cours complet d'enseignement
- » moyen du degré supérieur homologués par application des lois des . . .
- » . . . . . et 10 avril 1890. »

Ces certificats, constatant qu'on a fréquenté un cours complet d'enseignement moyen du degré supérieur, ou qu'on a subi l'épreuve préparatoire prévue par la loi du 10 avril 1890, ne doivent, jusqu'à ce jour, contenir aucune mention relative aux études que le titulaire a faites en langue flamande.

Tous les grades académiques peuvent être conférés, même dans la partie flamande du pays, à des étudiants ne connaissant absolument pas le flamand. Ainsi il se fait que, dans la partie flamande de la Belgique, on peut être médecin, avocat, ingénieur, etc., sans avoir la moindre notion de la langue du peuple.

La loi du 15 juin 1883 concernant l'emploi du flamand dans l'enseignement moyen a développé dans une large mesure, en pays flamand, la connaissance de la langue flamande parmi les étudiants.

Toutefois cette loi ne s'applique qu'aux écoles de l'Etat : les écoles moyennes du degré supérieur, érigées en pays flamand par des communes ou des particuliers, ont le droit de bannir notre langue maternelle de leur enseignement ou de ne lui attribuer qu'une place excessivement minime.

Ce qui n'empêche que ces établissements n'aient également le droit de délivrer des certificats, permettant à leurs élèves d'obtenir des grades académiques, de se faire attribuer deux votes supplémentaires en matière électorale, et d'être admis à l'épreuve préparatoire, sans qu'ils soient astreints à prouver, par un examen, qu'ils connaissent le flamand ou, par des certificats, qu'ils ont fait avec succès des études en flamand.

A plusieurs reprises, le législateur a tenté d'améliorer cette situation déplorable.

D'abord, en 1889, lors de la discussion de la loi du 10 avril 1890 sur les grades académiques, un amendement fut présenté à la Chambre, aux termes duquel les certificats d'enseignement moyen du degré supérieur devraient constater qu'outre les cours de flamand, d'allemand et d'anglais, le titulaire a suivi, avec fruit, deux autres cours enseignés en flamand; en outre, d'après cet amendement, l'épreuve préparatoire aux grades académiques devrait être subie, entre autres, en flamand, pour deux cours au moins enseignés en flamand dans les études moyennes du degré supérieur.

La Chambre, qui avait adopté la loi du 13 juin 1883 à la quasi-unanimité de ses membres, rejeta cet amendement, en 1889, à une faible majorité.

Lors de la discussion de l'article 17 de la loi électorale du 12 avril 1894, qui attribue deux votes supplémentaires à tout porteur du certificat d'enseignement moyen du degré supérieur ou du certificat de l'épreuve préparatoire aux grades académiques, un nouvel amendement dans le sens préindiqué fut déposé.

Cet amendement fut rejeté le 13 février 1894, par 67 voix contre 42. Ce rejet est dû à la gauche, dont les membres, qui la composaient alors, émirent un vote négatif quasi unanime. L'amendement ne recueillit, en effet, que 3 voix parmi eux. Dix représentants wallons, appartenant à la droite, votèrent dans le même sens.

Ces membres de la gauche et ces dix représentants wallons, appartenant à la droite, ont à peu près tous disparu de cette Chambre, issue du suffrage universel.

Il y a trois ans à peine, de même qu'il y a quelques mois, notre Parlement a derechef adopté, à la presque unanimité de ses membres, les lois et règlements qui mettent le flamand et le français sur un pied d'égalité en matière législative.

Nous sommes convaincu que la grande majorité de la Chambre actuelle, agissant plus sagement que la Chambre censitaire de 1886 et de 1894, se ralliera à notre proposition.

ED. COREMANS.

---

**WETSVOORSTEL.****EENIG ARTIKEL.**

De getuigschriften voorzien bij de artikelen 5, 9, 10 en 12 der wet van 10 April 1890 op de Academische graden, en bij artikel 17 § 1, Litt. *E* en *F* der Kieswet van 12 April 1894, zullen, te beginnen met 1 Juli 1908, de bevestiging inhouden dat de titularis van het getuigschrift ten minste twee leergangen, behalve het Vlaamsch, het Duitsch en het Engelsch, in 't Vlaamsch heeft aangeleerd, overeenkomstig de wet van 15 Juni 1883; of dat hij een bijzonder examen in 't Vlaamsch heeft afgelegd op ten minste twee vakken die hem, behalve het Vlaamsch, het Duitsch en het Engelsch, in 't Vlaamsch werden onderwezen overeenkomstig de wet van 15 Juni 1883.

**PROPOSITION DE LOI.****ARTICLE UNIQUE.**

Les certificats prévus aux articles 5, 9, 10 et 12 de la loi du 10 avril 1890 sur la collation des grades académiques, et à l'article 17, § 1, Litt. *E* et *F* de la loi électorale du 12 avril 1894 mentionneront, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1908, que le titulaire du certificat a suivi, à part les cours de flamand, d'anglais et d'allemand, deux cours au moins, enseignés en flamand, conformément à la loi du 15 juin 1883; ou qu'il a subi un examen spécial en flamand sur deux cours au moins qui lui auront été, à part les cours de flamand, d'anglais et d'allemand, enseignés en flamand, conformément à la loi du 15 juin 1883.

E. COREMANS.

J. VAN DER LINDEN.

R. COLAERT.

Chev. DE CORSWAEM.

A. RAENDONCE.

## Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 8 AUGUSTUS 1901.

---

Wetsvoorstel aangaande de getuigschriften van hooger middelbaar onderwijs  
in 't Vlaamsch gedeelte van 't land.

---

### TOELICHTING.

---

MIJNE HEEREN,

De wet van 15 Juni 1883, met algemeene stemmen op twee na, in de Kamer van Volksvertegenwoordigers aangenomen, zegt in haar artikel 2 :

« In de eigenlijke middelbare afdeeling van de middelbare scholen in » 't Vlaamsch gedeelte van 't land, wordt de leergang van Vlaamsche taal in » 't Vlaamsch gegeven.

» De lessen van Engelsch en Duitsch worden uitsluitend in 't Vlaamsch » gegeven, tot dat de leerlingen in staat zijn die studie voort te zetten in de » taal zelve die hun onderwezen wordt.

» Een of meer leergangen van het programma worden ook in 't Vlaamsch » onderwezen.

» Het getal der aldus gegeven leergangen zal, te beginnen met de her- » opening der klassen van het jaar 1886, ten minste twee bedragen. »

In haar artikel 3, zegt dezelfde wet van 15 Juni 1883 :

« De bepalingen van voorgaande artikel zijn toepasselijk op de athenaea » gelegen in 't Vlaamsch gedeelte van 't land. »

De wet van 10 April 1890, op de academische graden, zegt in haar artikel 5 :

« Niemand wordt toegelaten tot het examen van candidaat in wijsbegeerte » en letteren ; van candidaat in natuurwetenschappen ; van candidaat notaris, » zoo hij niet bewijst door een getuigschrift dat hij eenen leergang van ten » minste zes jaar humaniora, de rhetorica daarin begrepen, met vrucht » geyolgd heeft ; tot het examen van candidaat in physica en mathesis, zoo

- » hij door een getuigschrift niet bewijst dat hij eenen leergang van minstens
- » vijf jaar beroepstudiën, daarin begrepen de eerste wetenschappelijke klas,
- » met vrucht gevolgd heeft; of wel eenen leergang van minstens zes jaar
- » humaniëra, de rhetorica daarin begrepen, en daarenboven den leergang van
- » mathesis in de eerste wetenschappelijke klas, met vrucht gevolgd heeft.
- » Dit getuigschrift zal bovendien bevestigen dat de titularis ervan be-
- » kwaam wordt geoordeeld om de leergangen van 't hooger onderwijs met
- » vrucht te volgen. »

Dezelfde wet van 10 April 1890 zegt in haar artikel 9 :

- « Bij gebreke aan getuigschrift door den keurraad goedgekeurd, moet
- » de leerling bewijzen dat hij het voorbereidend examen, voorzien bij
- » artikel 10 dezer wet, afgelegd heeft. »

Diezelfde wet (artikelen 10 en 12) bepaalt de vakken van dit voorbereidend examen, af te leggen door de studenten die den titel betrachten van candidaat in de letteren en wijsbegeerte, van candidaat in natuurwetenschappen, van candidaat-ingenieur.

De kieswet van 12 April 1894 zegt in haar artikel 17 :

- « § 1. De eenige diploma's, titels en getuigschriften recht gevende op twee
- » bijstemmen, zijn de volgende :
- » A. . . . .
- » B. . . . .
- » C. . . . .
- » D. . . . .
- » E. . . . . de getuigschriften van 't voorbereidend examen
- » voorzien bij de wet van 10 April 1890.
- » F. De getuigschriften die bevestigen dat men eenen volledige leergang
- » van hooger middelbaar onderwijs gevolgd heeft, en die geldig bevonden
- » zijn, naar voorschrift der wet van 10 April 1890. »

Die getuigschriften, bevestigende dat men volledige hooger middelbare studiën gedaan of dat men het voorbereidend examen vereischt door de wet van 10 April 1890, afgelegd heeft, moeten, tot hiertoe, geene bevestiging inhouden aangaande de studiën door den titularis in de Vlaamsche taal gedaan.

Al de academische graden kunnen, ook in 't Vlaamsch gedeelte van 't land, toegekend worden aan studenten die 't Vlaamsch heel en al onmachtig zijn. Zoodat men in Vlaamsch-België, doctor in de medecijnen, advocaat, ingenieur, enz., zijn kan, zonder iets van de taal van het volk te kennen.

De wet van 13 Juni 1883, over 't Vlaamsch in 't middelbaar onderwijs, heeft veel bijgedragen tot het beter aanleeren onzer volkstaal, in onze Vlaamsche gewesten, door de studeerende jeugd.

Doch die wet is alleen verplichtend in de Staatsscholen.

Hoogere middelbare scholen in 't Vlaamsche land door gemeenten of door bijzonderen opgericht, hebben het recht aan de studie onzer moedertaal geene plaats of de allerkleinste plaats in te ruimen.

En die gestichten ook hebben nochtans het recht getuigschriften af te

leveren waarbij hunne leerlingen tot de academische graden toegelaten worden; waarbij aan hunne leerlingen twee bijstemmen in de verkiezingen worden toegekend; en waarbij die leerlingen tot het voorbereidend examen worden toegelaten, zonder dat zij enig bewijs van vlaamschkennis of van studiën in 't Vlaamsch met vrucht gedaan, in te leveren hebben.

Herhaaldelijk heeft de wetgever gepoogd dien slechten toestand te verbeteren.

Eene eerste maal, in 1889, bij de bespreking der wet van 10 April 1890 over de academische graden, werd in deze Kamer een amendement voorgesteld, vragende dat de getuigschriften van hogere middelbare studiën, te beginnen van 1893, de bevestiging zouden inhouden dat, buiten de leergangen van Vlaamsch, Duitsch en Engelsch, twee vakken in 't Vlaamsch met vrucht door den titularis aangeleerd waren geworden; en dat het voorbereidend examen tot de academische graden zou afgelegd worden, onder andere, in 't Vlaamsch op minstens twee vakken, in 't hooger middelbaar onderwijs bij middel van het Vlaamsch onderwezen.

De Kamer die, als 't ware, eenparig de wet van 15 Juni 1883 op 't Vlaamsch in 't middelbaar onderwijs gestemd had, verwierp bij eene kleine meerderheid in 1889 bovengezegt amendement.

Bij de bespreking der kieswet van 12 April 1894, artikel 17, twee bijstemmen toekennende aan drager van een getuigschrift van hooger middelbaar onderwijs of van 't voorbereidend examen tot de academische graden, werd andermaal een amendement in bovengezelden zin ingediend.

Op 13 Februari 1894 werd echter dit amendement verworpen door 67 stemmen tegen 42 : de linkerzijde, zooals zij toen samengesteld was, hebbende op slechts drie uitzonderingen na, dus bijna eenparig, tegen 't amendement gestemd. Tien Waalsche volksvertegenwoordigers van de rechterzijde stemden meê met de linkerzijde.

Van die linkerzijde en van die tien Waalsche leden der rechterzijde zitten er schier geene meer in deze Kamer gesproken uit het algemeen stemrecht.

Nogmaals, nauwelijks drie jaar en nogmaals nauwelijks eenige maanden geleden, heeft ons Parlement, wederom met schier algemeene stemmen, wetten en reglementen gestemd waarbij het Vlaamsch op gelijken voet wordt gesteld met het Fransch in zake van wetgeving.

Wij zijn overtuigd dat de Kamer, eenmaal te meer, wijzer handelende dan de cijuskamer van 1886 en van 1894, ons wetsvoorstel met groote meerderheid stemmen zal.

EDW. COREMANS.

---

**WETSVOORSTEL.****EENIG ARTIKEL.**

De getuigschriften voorzien bij de artikelen 5, 9, 10 en 12 der wet van 10 April 1890 op de Academische graden, en bij artikel 17 § 1, Litt. *E* en *F* der Kieswet van 12 April 1894, zullen, te beginnen met 1 Juli 1908, de bevestiging inhouden dat de titularis van het getuigschrift ten minste twee leergangen, behalve het Vlaamsch, het Duitsch en het Engelsch, in 't Vlaamsch heeft aangeleerd, overeenkomstig de wet van 15 Juni 1883; of dat hij een bijzonder examen in 't Vlaamsch heeft afgelegd op ten minste twee vakken die hem, behalve het Vlaamsch, het Duitsch en het Engelsch, in 't Vlaamsch werden onderwezen overeenkomstig de wet van 15 Juni 1883.

**PROPOSITION DE LOI.****ARTICLE UNIQUE.**

Les certificats prévus aux articles 5, 9, 10 et 12 de la loi du 10 avril 1890 sur la collation des grades académiques, et à l'article 17, § 1, Litt. *E* et *F* de la loi électorale du 12 avril 1894 mentionneront, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1908, que le titulaire du certificat a suivi, à part les cours de flamand, d'anglais et d'allemand, deux cours au moins, enseignés en flamand, conformément à la loi du 15 juin 1883; ou qu'il a subi un examen spécial en flamand sur deux cours au moins qui lui auront été, à part les cours de flamand, d'anglais et d'allemand, enseignés en flamand, conformément à la loi du 15 juin 1883.

E. COREMANS.

J. VAN DER LINDEN.

R. COLAERT.

Chev. DE CORSWAEM.

A. RAEMDONCK.